

Visite de C Lagarde

DG FMI

TUNIS 8-9 Septembre 2015-09-09

Intervention du Gouverneur à la Conférence-débat

Madame la Directrice Générale,

Permettez- moi, d'abord, de vous dire de nouveau, au nom de tous vos hôtes tunisiens, combien nous sommes privilégiés de vous recevoir en cette terre arabo-islamo-afro-méditerranéennes, que vous aimez tant, pour la seconde fois depuis que notre pays a entamé sa longue-courte, je ne sais pas, transition post-révolutionnaire vers son nouveau temps démocratique.

Plus particulièrement, je voudrais vous remercier d'avoir accepté d'animer cette conférence-débat, que nous avons organisée en marge de votre visite, et à laquelle participent des personnalités éminentes du monde de la finance et des affaires, de l'Université, et de la société civile.

Je sais que les sujets internationaux et nationaux plus proprement tunisiens- que cet auditoire souhaiterait débattre avec vous sont multiples et varié. Cependant, le temps imparti à cette rencontre ne permet guère de répondre à toutes ces attentes

Pour ma part, et en guise d'introduction à cette conférence, je me limiterai à apporter quelques éclairages- éclairs sur un thème qui aura été, en fait, le thème fondateur de la coopération entre la Tunisie et le Fonds Monétaire International au cours des deux-années et demi passées : la problématique de la transition économique, sa nature, ses objectifs, ses dilemmes, à travers le se spectre de l'Accord Stand-by conclu en juin 2013. Sachant bien, par ailleurs, que les enseignements que nous devrions, nous et le Fonds, tirer du parcours de l'Accord de Stand-by précité, devraient être intégrés dans l'Architecture du

futur programme FMI, je conclurai mon intervention en évoquant certaines des bases sur lesquelles ce dernier devrait être conçu.

La transition économique tunisienne 2011-2015 cible, en fait, trois objectifs à la fois. Rompre brutalement, non avec notre mémoire, mais avec une histoire passée faite de croissance peu inclusive, sinon exclusive, et de déni des libertés. Inventer un nouveau temps tunisien qui se veut fondateur d'une nouvelle ère de croissance fortement inclusive et d'une renaissance des libertés. Proposer aux autres-ceux baptisés un peu imprudemment de « Pays du Printemps Arabe » et peut-être au-delà, un projet de société où les valeurs portées par notre authenticité culturelle arabo-islamique-méditerranéenne-entreraient en synergie vertueuse, non en conflit meurtrier, avec les principes d'ouverture dur autrui et sur le progrès universel, de tolérance, d'Etat de droit et d'une modernité pleinement assumée.

Quatre années après son initiation, et deux années et demie à peine après son accompagnement par le FMI, via l'Accord de stand-by évoqué précédemment, le parcours de la transition tunisienne est aujourd'hui essaimé de quatre superbes bouquets de jasmin que sont l'élaboration de la première constitution tunisienne démocratique, la libération du droit s'expression de toutes les pesanteurs et tous les interdits qui pesaient sur lui depuis les origines, l'émergence du premier parlement librement élu et la naissance des premiers gouvernements pluralistes dans l'histoire contemporaines du pays.

Toutefois, et en dépit de ces belles performances, la transition économique n'a jamais cessé d'être un projet inachevé. Comment peut-il en tête autrement, quand les ambitions des jeunes et des moins jeunes, des travailleurs et des sans-travail, des diplômés et des non diplômés, des citadins et des ruraux, des hommes et des femmes, pour un accès immédiat et massif à un bien-être économique, social et culturel justement partagé se trouvent contrariées par de tant de malédictions. La rareté des ressources productives. Les inerties économiques, sociales, institutionnelles, voire géographiques, cumulées des décennies durant, autant d'obstacles sur la voie des réformes et des changements requis-les défis croissants posés à la stabilité économique, sociale, politique et sécuritaire de la nation- ici par des révolutions inachevées chez certains de nos voisins les plus proches, là par la commission de crimes terroristes hideux perpétrés en plein jour à l'intérieur de nos régions

frontalières, voire au cœur même des plus grandes de nos villes. La précarité de nos marchés extérieurs majeurs, euro-communautaires pour l'essentiel, secoués par des crises internes, monétaires et autres, particulièrement résilientes. Enfin, la modestie relative des soutiens internationaux divers : financiers notamment, dont la transition tunisienne a cruellement besoin pour que, selon une expression chinoise bien connue « les cents fleurs (de la Révolution) s'épanouissent » ?

Pour relever ces défis, nous avons librement choisi de faire du FMI un de nos grands compagnons de route. Via un programme fondé sur un Accord de stand-by conclu en juin 2013 pour une période deux ans, étendue plus tard à deux ans et demi et jalonnée, en plus des consultations annuelles du Fonds au titre de l'article IV et d'un rapport sur le secteur financier tunisien (Financial Sector Assessment Program ou FSAP). Le tout rehaussé par une assistance technique dense, multi-sectorielle, hautement qualifiée dont la BCT et le Ministère des Finances ont été les principaux destinataires.

En Décembre 2015, l'Accord de Stand-by conclu en juin 2013 arrivera à son terme. Un bilan critique des deux côtés – du côté du FMI comme du côté des autorités tunisiennes – devrait en tête dressé. A plusieurs égards, l'Accord en question aura servi pour le Fonds comme pour nous d'une sorte d'expérience de laboratoire en matière de transition menée dans un pays en révolution, sans grandes ressources propres, sans soutiens financiers extérieurs à la dimension de ses besoins, en mal de croissance forte inclusive et durable, de création massive d'emplois nouveaux pour résorber des masses montantes de jeunes Tunisiens et Tunisiennes diplômés de l'enseignement supérieur ou équivalents, et en quête de conciliation ou plutôt de réconciliation entre les composantes de son identité culturelle propre et l'ouverture nécessaire sur la nouvelle modernité globale. Le tout sur fond d'une révolution aussi meurtrière que chaotique à ses frontières directes et menaces terroristes réelles, venues de pays plus lointains.

Grâce à l'accord de 2013, la Tunisie aura appris beaucoup, tiré plus d'un enseignement, entrepris plus d'une réforme, discipliné plus que par le passé ses dépenses publiques, valorisé plus que par le passé l'efficience et la compétitivité dans l'allocation de ses maigres ressources productives, révélé un souci croissant quant à la soutenabilité des déséquilibres de son économie. En

un mot, grâce à l'Accord de 2013, les autorités économiques comme les autorités financières comme les autorités monétaires tunisiennes auront été exposées, plus que par le passé, aux contraintes de la bonne gouvernance financière, budgétaire et monétaire à l'ère de l'échange global et de la mondialisation des marchés.

Mais ce faisant, la Tunisie n'avait pas manqué de contester, sinon le bien-fondé de telle ou telle réforme proposée sous le libellé de « repères structurels » ou de « conditions préalables », du moins, le calendrier ou les modalités d'implémentation de telle ou telle action proposée par le Fonds.

Les contraintes de terrain, qu'elles soient économiques ou politiques ou sociales ou institutionnelles, telles qu'elles sont vécues au quotidien par les décideurs tunisiens, et qui militent en faveur d'une plus grande flexibilité dans la gestion des réformes requises, ont pesé souvent lourdement sur les débats et les négociations avec le Fonds. Toutefois, que pareilles difficultés aient toujours trouvé solution, en dépit des tensions, témoignage de la qualité et de la bonne santé des relations de coopération entre la Tunisie et le Fonds.

Parlons à présent d'avenir, si vous le voulez bien, Madame la Directrice Générale. Il est temps de faire, pour conclure ces propos et nous ouvrir sur les perspectives de la coopération future entre la Tunisie et le Fonds.

Sur l'avenir de nos relations, les autorités supérieures du pays, M. le Président de la République, et M. le chef du Gouvernement, en personne, vous en révélé la primeur, lors des entretiens d'hier : La Tunisie souhaite poursuivre et renforcer sa coopération avec la FMI pour les années à venir.

"Le cadre de notre coopération future, dira-t-il, sera le Plan de Développement économique et social nation 2016 -2020, actuellement en préparation. Le mode de cete coopération (avec le FMI), sera la mise en place par le Fonds d'un nouveau Programme dont il conviendra d'arrêter avec les autorités supérieures de mon pays, la nature, le contenu et les conditions."

Et d'ajouter: "A ce stade, seul le souhait tunisien de voir le futur Programme s'inscrire dans les priorités de croissance et de développement et le calendrier du futur Plan de développement tunisien vous est exprimé. En y ajoutant aussi le besoin de tout faire pour accélérerla date de mise en vigueur du nouveau

Programme, afin que le hiatus entre la fin de l'Accord de Stand by actuel (le 31 décembre 2015) et l'Accord sur le futur Programme soit le plus court possible; et ce, pour des raisons tout autant économiques que financières."

"Notre conviction est forte que la Tunisie et le FMI sauront trouver une fois de plus les voies et les moyens pour répondre aux ambitions de notre pays: celles de mettre l'économie tunisienne et son système de développement en entier sur l'orbite d'un progrès inclusif et durable.

Chedly Ayari

Gouverneur de la BCT

Tunis, le 9 Septembre 2015